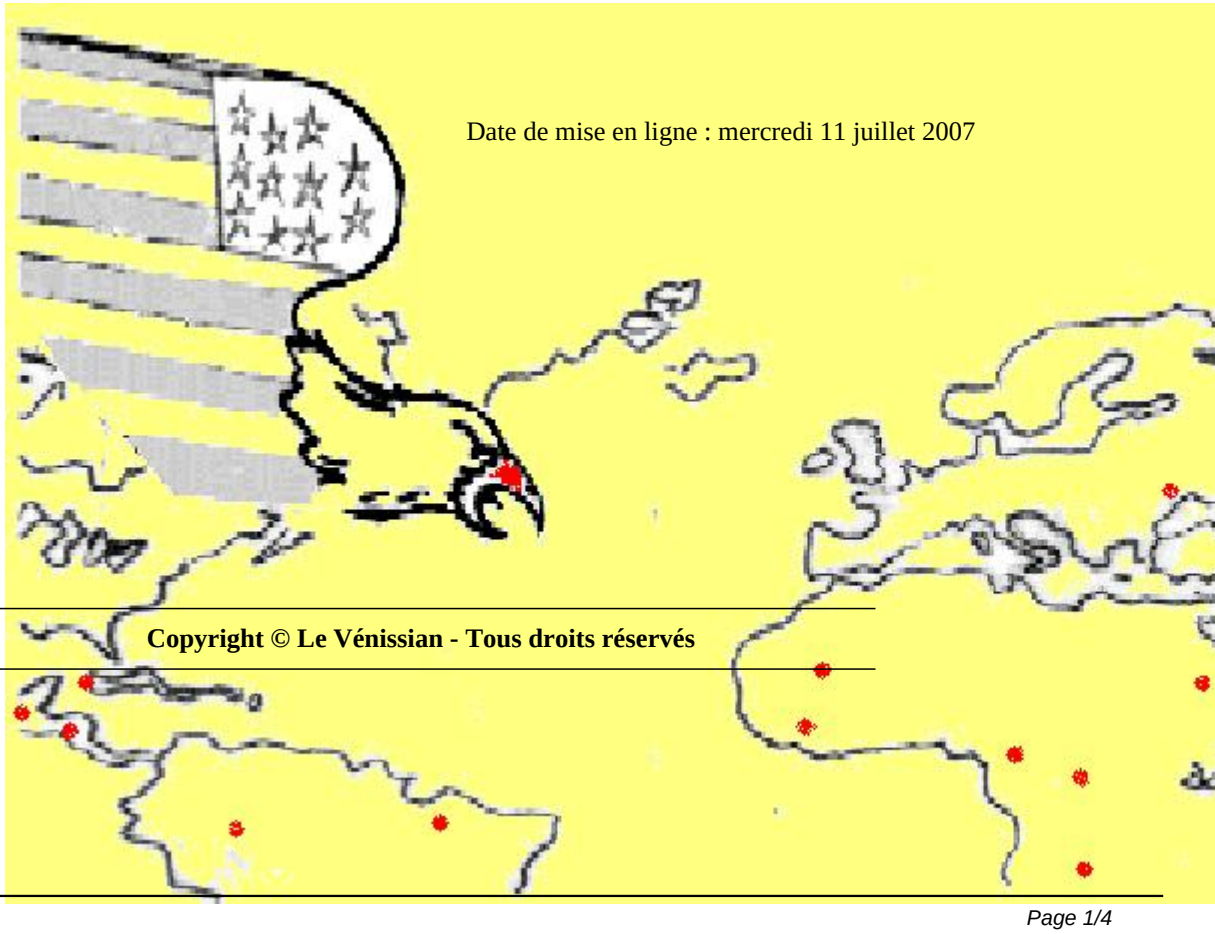
Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Effacement-Communiste-dans-la

Effacement Communiste dans la 11eme Circonscription du Rhône : Pourquoi ?

- Vie politique - 2007 avant et après ! -



Date de mise en ligne : mercredi 11 juillet 2007

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Le débat préconisé par le Conseil national du parti communiste est non seulement urgent, mais plus nécessaire que jamais. Cependant, je crois qu'il ne faudra pas seulement débattre, mais aussi agir ; c'est ce qui manque le plus, depuis pas mal de temps, chez nous. Les grandes déclarations d'intentions, et les débats à perte de vue, ne suffisent pas. On a connu cela avec les « espaces citoyens » - qui s'en souvient encore ? - et les comités antilibéraux, plus récemment. Rebâtir des orientations et activités d'un parti de transformation révolutionnaire de la société, ne peut dépendre des seules variables électorales, et des bavardages aussi constructifs soient-ils. La critique constructive doit se faire à partir de l'existant, pour le dépasser et se reprojeter dans l'avenir.

Un rapide coup d'oeil sur les résultats des élections qui viennent d'avoir lieu montrent assez, à tous les observateurs, que c'est dans nos « bastions », comme ils disent, que la gauche résiste le mieux. Les scores des députés communistes reconduits à l'Assemblée le soulignent tout particulièrement ; y compris dans la circonscription de Maxime Gremetz, après la lamentable opération montée par son propre parti ! Les villes de Givors et Grigny, les deux seules municipalités dirigées par des maires, communiste et apparenté, le soulignent particulièrement dans la 11e circonscription du Rhône.

Reprenons ce qui s'est passé pour la préparation des législatives à Givors.

Il n'y a pas eu de candidat
communiste dans la 11e circonscription ; il faut dire pourquoi. Le maire de Givors, membre du Conseil national du Parti communiste, avait déclaré qu'il ne serait pas candidat. En octobre dernier, un appel à candidature a fait ressortir celle de René Balme, maire de Grigny et ancien membre du PC, qui avait luimême présenté publiquement sa candidature. En janvier, un vote en assemblée générale des communistes confirme, à 77 %, le soutien à cette candidature. Le 25 avril, l'assemblée le confirme, une nouvelle fois, à 84 %. Ces prises de positions n'ont jamais été rendues publiques. Pourquoi ? Parce que les manoeuvres sont en cours depuis longtemps, entre élus locaux de la Gauche plurielle. D'abord on s'apprête à soutenir la candidature du Vert Lévy, comme le PS. Mais on n'ose pas le dire aux communistes. En assemblée, Martial Passi, maire de Givors, accepte même de présider le comité de soutien à René Balme, mais le lendemain on apprend par la presse qu'un accord est conclu avec le PS, pour apporter le soutien communiste au candidat socialiste, dès le 1er tour. Dans des délais ne permettant plus aux communistes de présenter un candidat. « Les logiques de partis doivent s'effacer », pour s'affranchir de la souveraineté des communistes. Autant dire que les militants expriment beaucoup d'amertume, pour le moins, devant cette duperie, ce déni de démocratie.

D'autant plus que M.G. Buffet venait de déclarer au Conseil national communiste : « Rassemblement, mais pas de candidature unique » ; et A. Chassaigne, président des élus communistes et républicains, déclarer dans l'Humanité (14.5.07) : « La tentation peut être grande, après l'échec des présidentielles, que le camp communiste et progressiste devienne un camp retranché, ou même pire une agglomération de petites entreprises politiques individuelles, chaque élu local menant sa propre barque ». Nous y sommes.

A l'issue des tractations dans la 11e circonscription du Rhône, un accord aurait été signé, entre les élus communistes et socialistes, qui prévoirait de ne rien changer dans les rapports de forces établis lors des précédentes municipales. Cet accord (dont le contenu n'a pas été communiqué aux militants communistes) serait signé uniquement avec les socialistes. Les Verts ont dénoncé l'opération et présenté un candidat, en catastrophe, sur la circonscription. L'opération permit au candidat de la LCR de réaliser de beaux scores sur nos deux municipalités, les meilleurs scores de ce parti sur le département ! Il est vrai qu'à Givors

Copyright © Le Vénissian

même, O. Besancenot avait déjà fait jeu égal avec M.G. Buffet aux présidentielles.

L'analyse des résultats électoraux de la circonscription

L'analyse - même si l'on peut se satisfaire des résultats du PS à Givors et Grigny - montre que cette pratique est loin de permettre un large rassemblement de l'électorat de gauche au 2e tour. Le député UMP a été élu avec une avance plus confortable que lors des précédentes élections. Il est évident que les propositions du candidat PS et son programme, étaient loin de mobiliser les quartiers populaires, d'où un taux d'abstentions supérieur à 50%, voire même 60 % dans certains. D'autant plus que ce candidat avait soutenu le OUI à la constitution européenne, rejetée massivement à Givors, Grigny et dans bon nombre de communes en 2005. Quelle confusion !
Remarquons que l'effacement communiste dans cette circonscription est effectif pour la seconde fois aux législatives en dix ans. Ce qui permet au leader de droite à Grigny de déclarer : « le PC a disparu et la première force grignerote aujourd'hui c'est le PS ». On peut en dire de même pour Givors.
Sur cette lancée, l'effacement communiste se poursuit sur Givors pour les municipales. Le maire vient d'annoncer qu'il présentera une liste de « large rassemblement... des précaires aux chefs d'entreprises » (interview au Progrès, 30.6.07). En somme, des précaires aux profiteurs de l'intérim, unis pour défendre les intérêts de la population laborieuse, avec des transfuges de la liste de droite des précédentes municipales.

Un parti - communiste - pas comme les autres est nécessaire.

Nous avons besoin de faire la clarté sur ce qui fait notre spécificité : la défense des intérêts de classe des exploités, contre leurs exploiteurs. Et pour cela il faut mobiliser pour un changement de société, la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. Plus que jamais d'actualité avec la mondialisation capitaliste. C'est la raison première qui conduisit à la rupture de Tours, en 1920, avec la Social-démocratie qui avait sombré dans l'union sacrée de 1914. Depuis, certains, pour mieux appuyer leurs desseins, prétendent que la rupture s'est faite sur les « 21 conditions ». Je n'ignore pas qu'elles furent versées au débat, mais elles ne furent pas la cause unique de la rupture révolutionnaire. Je possède les dernières lettres de mon grand père, tué en mai 1915 dans les tranchées de N.-D. de Lorette (62). Il ne parle pas des 21 conditions de Lénine, il n'en était pas encore question, mais il aspire - admirateur de Jaurès et de la Commune de Paris - à une organisation ouvrière qui combatte les coffres-forts et les marchands de canons. Cependant, il ne suffit pas d'avoir de bonnes idées, pas comme les autres, mais de les faire partager par les couches populaires, dont elles représentent les intérêts.

Le récent rapport de l'INHES, sur les relations entre la police et la population en Seine-Saint-Denis, note fort à propos que l'une des racines du conflit sont à chercher dans « l'affaiblissement du Parti communiste », dont le 93 fut un bastion, « et son réseau associatif actif »... De nombreux sociologues ont déjà relevé ce parallélisme ; les militants communistes dans les quartiers constituent pour la population un moyen permanent de contestation, de proposition et d'organisation de résistance collective. On l'a vu encore récemment dans le quartier des Vernes à Givors, où, à l'initiative de la cellule communiste, nous avons exigé, et obtenu, avec la population (500 signatures recueillies en dix jours), la réinstallation d'une boite aux lettres. Si nous avons encore un bureau de poste dans le quartier, nous le devons sans doute à cette capacité mobilisatrice.

Copyright © Le Vénissian

Pour terminer, je voudrais insister sur cette question de l'organisation communiste, qui semble évacuée une fois de plus des débats. Depuis plusieurs congrès, le Parti communiste a décidé de réduire son implantation de base. Les « réseaux ? » se sont substitués aux « cellules », qui avaient fait leur entrée dans le Larousse depuis longtemps, solidement implantées dans les entreprises, les quartiers et villages (l'un des acquis du congrès de Tours). Elles participaient de la circulation sanguine du parti révolutionnaire, mais aussi constituaient le coeur de la capacité de mobilisation et de résistance politique dans ces lieux. On a liquidé le centralisme démocratique, les cellules « faisaient trop prison », les sections « trop organisation militaire ». En réalité, on n'a plus ni organisation, ni même souvent de démocratie, comme on vient de le voir. Les adhérents doivent se battre pour obtenir leur carte et leurs timbres de cotisations.

Comme si nous en avions trop ! Alors que les autres tentent de recruter à tour de bras, à 20 euros la carte.

Il est indispensable que les adhérents retrouvent la souveraineté, qu'ils ne possèdent plus avec des assemblées générales convoquées de temps en temps et dont aucun organisme n'est ensuite chargé de mettre en oeuvre les décisions. Ce qui laisse le champs libre à toutes les interprétations et déviances ; au nom des communistes bien sûr.

Givors, le 2 juillet 2007
Laurent GONON, militant communiste.

Copyright © Le Vénissian